Libye : débat au sein de la gauche latino-américaine

vendredi 11 mars 2011, par RENK Hans-Peter (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2011).

Parmi les réactions suscitées par l'insurrection en Libye contre le régime Kadhafi, celles de plusieurs dirigeants latino-américains (de Cuba, du Venezuela, du Nicaragua, notamment), membres de l'ALBA (Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique), se révèlent problématiques et choquantes.

Pour le président nicaraguayen Daniel Ortega, Kadhafi est victime d'un *« lynchage médiatique, afin de faire main basse sur ses richesses pétrolières »*. Le 21 février, Fidel Castro dénonçait la menace d'une intervention de l'OTAN en Libye, affirmant notamment : *« Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonges ou de semi-vérité dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye »*. Enfin le 25 février, le président vénézuélien Hugo Chávez déclarait *« soutenir le gouvernement de la Libye, l'indépendance de la Libye »*. Depuis lors, les pays de l'ALBA ont proposé une commission de médiation internationale (tout d'abord rejetée par le fils de Kadhafi, Seif al-Islam).

Pour une partie de la gauche latino-américaine (et donc de ses dirigeant.e.s), le monde se divise en « deux camps » : hier, le « camp socialiste » ; aujourd'hui, le « camp anti-impérialiste », dont feraient partie des régimes comme ceux de Libye ou d'Iran. Ainsi, en août 1968, au nom de la stabilité du « camp socialiste », Fidel Castro avait approuvé l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie contre le « printemps de Prague ». Aujourd'hui, les rapports de Cuba et du Venezuela avec des régimes comme celui de Kadhafi au sein de l'OPEP, ou du Mouvement des non-alignés, impliquent une vision acritique de ces régimes. En réalité, ces positions discréditent Cuba et le Venezuela auprès des populations et des révolutionnaires arabes et ne peuvent que faciliter les campagnes contre ces pays aux USA et en Europe.

Mais d'autres voix se font entendre au sein de la gauche latino-américaine pour une rectification de ligne nécessaire et urgente : *« Ceux qui affirment que les masses libyennes sont manipulées par des volontés extérieures, au service de l'impérialisme, se trompent »* (communiqué du PSOL brésilien, 25 février 2011). Au Venezuela, « Marea Socialista » (un des courants marxistes-révolutionnaires au sein du PSUV) se prononce catégoriquement *« en faveur du peuple libyen et des peuples arabes qui luttent pour conquérir la liberté et la démocratie »* (24 février 2011), tout comme le CMR (branche vénézuélienne de l'International Marxist Tendency). *« Kadhafi n'est plus un dirigeant anti-impérialiste ; il répond par des massacres à l'authentique clameur du peuple »*, estime de son côté Adel El Zabayar (député du PSUV-Etat de Bolivar et président de la Fédération des associations arabo-vénézuéliennes).

Hans-Peter Renk

(*source* : www.aporrea.org, « Asamblea popular revolucionaria)

P.-S.

* A paraître en Suisse dans solidaritéS, n° 184.